

## CE MONDE QUI BOUGE

MORT POUR LA FRANÇAIFRIQUEBHL, Sarkozy, islamistes :  
les liaisons pernicieuses

**M**ort pour la Françafrique (1) est un livre qui plonge le lecteur dans cette face cachée de la guerre en Libye où se croisent des réseaux islamistes, une boîte de sécurité militaire privée française (Secopex) travaillant en Libye pour le compte de Blackwater, cette gigantesque boîte privée de sécurité agissant en Irak, en Afghanistan et là où il y a des conflits pour le compte du Pentagone et des services secrets américains. Une face cachée où il est question de Bernard-Henri Lévy, Nicolas Sarkozy et de leurs rapports avec les islamistes libyens. Certes, ceux qui suivent l'actualité libyenne le savent, mais l'assassinat de Pierre Marziali, ex-para et patron de la Secopex, à Benghazi en mars 2011, assassinat revendiqué par la «brigade du 17 Février, branche armée des Frères musulmans libyens dont le numéro deux est l'islamiste Mustafa al-Sagesly, ami personnel de BHL, donne un éclairage supplémentaire et inédit au conflit libyen.

Dans le livre *Mort pour la Françafrique*, Robert Dulas (ami et associé de Pierre Marziali), barbouze ayant roulé sa bosse en Afrique de l'Ouest et au Sahel, qui a été partie prenante dans la crise ivoirienne avant de quitter Abidjan de manière rocambolesque pour échapper à un assassinat, laisse

entendre que Pierre Marziali a été exécuté parce qu'il serait allé trop loin. L'ex-para gênait-il le travail de cette équipe de la DGSE présente en Libye aux côtés des insurgés libyens et de cette «mini-armée clandestine» française déployée par Paris dans l'Est libyen et dont certains activaient au centre de commandement des rebelles libyens de Zuwaytinah (Benghazi) mais prenaient part aussi aux opérations militaires au sol, tandis que d'autres formaient et encadraient les opposants libyens à Kadhafi ? Les auteurs du livre, en tout cas, fondent leurs affirmations sur la base de documents exclusifs et de témoignages inédits. Quant à l'enquête diligentée par le parquet de Carcassonne sur la mort de l'ex-para, elle s'est vite heurtée au «secret défense» !

Tels que décrits par Bernard-Henri Lévy (BHL) dans son livre *La guerre sans l'aimer* (ed.Grasset. 2011), les chefs de la «révolution libyenne» font figure de héros de légende, comme se plaisait à les montrer une certaine littérature nostalgique d'un passé colonial mythique, mais des héros revisités, remis en selle pour remplir la fonction assignée par les tenants de l'ingérence humanitaire et démocratique. Parmi ces «héros», Mustafa al-Sagesly, cité ci-dessus, aujourd'hui l'un des dirigeants du PJC (Parti de la justice et de la

reconstruction, islamiste) dont la branche armée Fadjr Libya contrôle Tripoli, et que BHL présentera ainsi que d'autres opposants libyens comme Mustapha Abdeljalil (l'ex-président du Conseil de transition libyen) à Nicolas Sarkozy au printemps 2011. Al-Sagesly et ses amis de «la brigade du 17 Février» étaient alors soutenus par le Qatar et médiatisés par Al-Jazeera. BHL n'a pas caché à ses amis islamistes libyens qu'il était juif et que «la sécurité d'Israël et sa cause étaient pour lui non négociables» (page 320 du livre). Lors d'une rencontre organisée par le Crif (Conseil de représentation des institutions juives de France) n'a-t-il pas déclaré que «c'est en tant que juif» qu'il avait «Participé à l'aventure politique en Libye» (*Le Figaro* du 20/11/2011) ! Toujours à propos du conflit libyen, BHL a affirmé à la journaliste Marina Ladous, co-auteur du livre: «Moi, je ne suis pas d'accord avec cette idée qu'on nous répète jusqu'à la nausée du chaos, d'une Libye qui serait dans un état pire que sous Kadhafi. Ce n'est pas vrai ça, c'est un raisonnement de défaitiste.» Tiens donc !

Par ailleurs – mais ce n'est pas dans *Mort pour la Françafrique* – BHL connaît si bien Abdelhakim Benhadj, l'ex-djihadiste membre d'Al Qaïda, aujourd'hui gouverneur militaire de Tri-

Par Hassane Zerrouky



poli, qu'il l'a même proposé pour occuper le poste de ministre de l'Intérieur ! C'est ce même Benhadj, ami par ailleurs du Tunisien Rached Ghanouchi, que BHL s'apprêtait à rencontrer à Tunis en novembre dernier avant que les Tunisiens ne lui disent «dégage» !

H. Z.

(1) *Mort pour la Françafrique*. Robert Dulas, Marina Ladous, Jean Philippe Leclerc. Ed. Stock. 2014.

## Ghardaïa, In Salah : duel au soleil

**A** tout instant, il se passe quelque chose. Telle était la réclame d'une grande enseigne commerciale parisienne. C'est encore plus vrai sur cette planète, village mondialisé. Terrorisme, un roi saoudien meurt, l'Algérie en deuil, la Coupe d'Afrique des nations, le nouveau pouvoir grec élu démocratiquement qui renégocie sa dette en menaçant l'euro, voire l'Union européenne. Les événements se succèdent et influent peu ou prou sur notre destin sinon notre quotidien. Le monde bouge. L'Algérie aussi, indépendamment des mouvements mesurés sur l'échelle de Richter. Pour ma part, j'essaie de me tenir informé notamment, pour des raisons conjoncturelles, en regardant le journal télévisé sur une chaîne algérienne. Ouverture des informations du 20 heures : Ali Haddad, président du FCE, reçoit le ministre des Industries et des Mines. Ou bien l'inverse ? Tout comme les délégations algériennes à l'étranger dirigées protocolairement par le Premier ministre mais opérationnellement par Citizen Haddad. Toujours est-il que le ton du «patron des patrons» se veut être celui de la puissance invitante. Il semble donner la feuille de route au gouvernement, de quoi occuper le prochain et hypothétique Conseil des ministres. Ouverture de l'espace aérien, question de soulager un grand nombre de passagers algériens, ceux qui ne passent pas par le salon

d'honneur. Traitement radical du foncier afin de démocratiser les prête-noms, nouveau groupe social. Création de quatre grands pôles de zones industrielles : à l'Est, à l'Ouest au Nord et surtout au Sud. Ce Sud tumultueux, tenu à l'écart de la distribution de la rente avec de graves incidents, notamment à Ghardaïa et à In Salah. Plusieurs morts plus tard, le problème n'est pas résolu. Monsieur le président... du FCE apporte enfin son remède. Le secteur privé peut investir et développer cette région en créant des emplois à condition d'avoir les mains libres. Oui le patronat algérien promet de réussir là où l'Etat a échoué. Doit-on en conclure que le FCE est un agrégat d'entrepreneurs schumpetériens ? Pas du tout. Nous assistons à la mainmise progressive d'une oligarchie sur l'économie nationale. Ici n'est pas le lieu de relayer les rumeurs faisant état de nominations de ministres par le président du FCE. Constatons cependant un changement radical. Avant, pour faire des affaires, l'appui du politique, voire du militaire était indispensable. Maintenant, c'est l'inverse. Le monde des affaires finance des élections, fait élire des politiques avec un bon retour sur investissement. Le renversement de ce rapport de force confirme l'émergence d'une oligarchie, et ce, dans un contexte de double opacité : politique et économique.

L'Algérie n'est pas le seul pays à connaître ce phénomène. La Russie de

Boris Eltsine en était un exemple fort illustratif. Vladimir Poutine y a mis un terme. Cuba est aussi assujettie à cette menace. A La Havane, deux frères se sont succédé à la présidence. Cependant, Raoul Castro tient sa légitimité non pas du lien du sang mais comme compagnon d'armes. Il faisait partie des deux cents «barbus» qui ont descendu la Sierra Maestria pour chasser Fulgencio Batista du pouvoir. Raoul Castro dirige le pays depuis 2006, date à laquelle son frère Fidel a jugé que son état de santé ne lui permettait pas d'assumer cette lourde tâche. Pour rappel, Fidel Castro a toujours été soigné dans son pays. La principale mission de Raoul Castro est de prévenir l'apparition de toute oligarchie ou groupe social menaçant la cohésion nationale. D'une manière pragmatique, le Président cubain limite le pillage en plafonnant à cinq ans maximum tout poste de responsabilité politique, économique ou militaire. Ces responsables ont le temps de s'enrichir mais pas assez pour constituer une oligarchie. Bien sûr, Cuba n'est pas le pays de lait et de miel, son économie est pauvre mais assure une redistribution à minima.

Revenons à l'Algérie, pays riche mais non prospère. Le Sud n'est riche que par son sous-sol. La population se sent délaissée. Les frontières sont tumultueuses. Oui, le Sud est le ventre mou de l'Algérie. Cette région riche que

Par Naoufel Brahimi El Mili



la France n'a pu conserver malgré son insistance lors des négociations d'Evian. Est-ce un hasard que l'oligarchie algérienne veuille prendre en charge cet immense territoire ? Amar Saâdani, secrétaire général du FLN, plaide pour un rôle accru du secteur privé dans cette région alors que la doctrine de l'ex-parti unique a toujours été loin de tout libéralisme effréné. Selon ce secrétaire général, la France a donné l'indépendance à l'Algérie. Cette France généreuse a aussi donné des titres de séjour.

N. B. E. M.